



Distr.: LIMITEE

E/ECA/ACW/CWD.I/99/10
avril 1999

NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre africain pour la Femme

Réunion du Comité Femmes et Développement
2-5 avril 1999, Ouagadougou (Burkina Faso)

RAPPORT DE LA REUNION D'EXPERTS DU COMITE
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION

1. La réunion des experts du Comité "femmes et développement" s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), les 2 et 3 avril 1999, sur invitation de Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré, Président du Faso et Président en exercice de l'OUA. Elle a été organisée par le Centre africain pour la femme en collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso.

PARTICIPATION

2. Ont pris part aux travaux : 8 pays membres du Comité "femmes et développement" (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal et Tunisie), des représentants des organisations non gouvernementales, et quatre personnes ressources.

3. Etaient également représentés le Burkina Faso, l'OUA, la BAD, le PNUD et l'UNIFEM (la liste des participants figure à l'annexe 1).

CEREMONIE D'OUVERTURE

4. La cérémonie d'ouverture, présidée par le Ministre de la promotion de la femme du Burkina Faso, Son Excellence Mme Alice Tiendrebeogo, a eu lieu le 2 avril 1999 à 9 heures en présence du Ministre de l'intégration régionale du Burkina Faso, Son Excellence Mme Bernadette Sanou, du Ministre de la condition féminine de la République du Cameroun, Son Excellence Mme Aissatou Yaou et du Ministre des affaires sociales, de la promotion de la famille et des handicapés de la République centrafricaine, Son Excellence Mme Anne-Marie Ngouyombo.

5. Cette cérémonie a été marquée par trois allocutions.

6. Mme Boutheina Gribaa, représentante du Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires de la femme et de la famille de Tunisie, Présidente du Comité "femmes et développement" a remercié le Burkina Faso et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour leurs efforts en faveur de l'intégration de la femme dans le processus du développement.

7. Elle a souligné que cette réunion du Comité "femmes et développement" intervient après la révision de sa composition et de son mandat. Elle a déclaré que s'inspirant du processus de démocratisation, le Comité compte désormais des représentants de la société civile et d'organisations sous-régionales et régionales ainsi que des experts de questions relatives à la femme et au développement.

8. Elle a précisé que la réunion porte notamment sur les cadres et moyens institutionnels, juridiques, humains et financiers à même d'accélérer la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial, sur la recherche de ressources financières et sur la préparation de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes.

9. Elle a souhaité plein succès à la réunion, rehaussée par la présence de personnalités et d'experts connus pour leur militantisme et leur engagement en faveur de la femme.

10. Au nom de M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme (CAF), a souhaité la bienvenue aux participants et remercié les autorités pour leur accueil et leur collaboration.

11. Elle a rappelé que le Comité régional africain de coordination de l'intégration de la femme au développement (CRAC) a été créé sur recommandation de la première Conférence régionale africaine sur les femmes tenue à Nouakchott en 1977, avec pour mission, notamment, d'assister et de conseiller la CEA en matière d'intégration de la femme au développement, de veiller à la mise en œuvre des recommandations issues des concertations africaines, de mobiliser des ressources pour ce faire, d'assurer le suivi et l'évaluation des activités menées au niveau sous-régional et d'organiser la Conférence régionale africaine sur les femmes.

12. Elle a relevé que c'est à la faveur des nouvelles orientations stratégiques de la CEA que le CRAC a pris l'appellation Comité "femmes et développement" et que sa mission a été élargie. Le Centre africain pour la femme en assure le secrétariat et facilite la mise en œuvre de ses résolutions.

13. Elle a souligné qu'en dépit des moyens existants, les données statistiques sur lesquelles reposent les priorités nationales ne tiennent pas suffisamment compte des objectifs du Programme d'action de Beijing. Elle a indiqué que ces objectifs sont toujours considérés comme "la cinquième roue de la charrette" et que les programmes de développement ne prennent pas réellement en compte le rôle économique des femmes.

14. C'est pourquoi, elle a ajouté que lors de la prochaine Conférence des ministres africains des finances et des ministres responsables du développement économique et social et de la planification, le Comité "femmes et développement" s'efforcera de faire orienter davantage l'aide et les ressources publiques vers les secteurs où la main-d'œuvre féminine est majoritaire, l'objectif étant de mettre en œuvre des stratégies influant sur la destinée des femmes et, partant, des populations les plus défavorisées.

15. La Directrice du CAF a enfin souhaité aux participants des échanges fructueux et bénéfiques pour le développement du continent.

16. Le Ministre de la promotion de la femme, Son Excellence Mme Alice Tiendrebeogo, a souhaité la bienvenue et un agréable séjour aux participants qui ont effectué le déplacement à Ouagadougou. Elle a ensuite félicité Mme Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme, pour le travail appréciable qu'elle mène sur le terrain pour aider les départements chargés des femmes et les organisations féminines à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés dans la mise en œuvre de leur politique de promotion de la femme.

17. Après avoir rappelé les objectifs du Comité "femmes et développement", Mme le Ministre a souligné les attentes de cette réunion. Elle a rappelé que le Comité "femmes et développement" a notamment pour mission d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial.

18. Elle a souligné que si les progrès en faveur des femmes sont le fruit du combat qu'elles mènent sans relâche, ils ne sauraient être soutenus et durables sans l'appui de gouvernements

convaincus de l'important défi que constitue l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes, qui ne peut que profiter à la population tout entière.

19. Elle a ensuite déclaré ouverte la réunion des experts du Comité "femmes et développement" et souhaité plein succès aux travaux.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

20. L'ordre du jour ci-après a été adopté sans amendements ainsi que le programme de travail qui figure à l'annexe 2.

1. Ouverture de la réunion.
2. Présentation du projet de programme des travaux et mise en place du Bureau de la réunion.
3. Présentation des membres du Comité.
4. Présentation de la mission du Comité "femmes et développement" dans le cadre des nouvelles orientations stratégiques de la Commission économique pour l'Afrique.
5. Examen du Rapport d'activité du Centre africain pour la femme et des Centres de développement sous-régionaux pour la période avril 1997-mars 1999 et du Programme de travail pour le biennium 2000-2001.
6. Rapport de la 43ème session de la Commission de la Condition de la femme avec mention spéciale sur la participation de l'Afrique et sur les résultats des discussions sur le Protocole additionnel facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
7. Contribution du Comité au thème de la Conférence des ministres africains responsables des finances, du développement économique et social et de la planification (12-15 avril 1999) : "Les enjeux du financement du développement en Afrique".
8. Information sur le processus préparatoire de la Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes.
9. Examen des modalités de renouvellement des membres du Comité "femmes et développement".
10. Points divers pour information :
 - Rapport sur la campagne contre la violence à l'égard des femmes
 - Rapport sur les activités du Comité des femmes africaines pour la paix et le développement.
 - Rapport sur la préparation de la marche des femmes en l'an 2000.
11. Examen des points à soumettre à l'attention du Président du Burkina Faso, Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine.

12. Questions diverses

13. Examen et adoption du projet de rapport.

Présentation des membres du Comité (point 3 de l'ordre du jour)

21. Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme a procédé à la présentation des membres du Comité "femmes et développement", répartis en cinq (5) catégories:

- Les représentants gouvernementaux
- Les représentants des organisations de la société civile
- Les représentants des organisations et institutions spécialisées
- Les représentants des organisations intergouvernementales régionales
- Les personnes ressources

22. La nouvelle composition du Comité est jointe en Annexe 3.

Présentation de la mission du Comité "femmes et développement" dans le cadre des orientations stratégiques de la Commission économique pour l'Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

23. La Directrice du Centre africain pour la femme a présenté le contexte dans lequel le Comité a été créé en 1979.

24. Elle a rappelé que ce Comité regroupe les représentants des gouvernements chargés des questions féminines. Elle a souligné que le Comité est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique et a pour rôle de conseiller les organes décisionnels et d'orienter les stratégies de développement en faveur des femmes.

25. La Directrice du Centre africain pour la femme a noté qu'en 1997, la Conférence des ministres a décidé de réactiver le Comité. Aussi, ce Comité a-t-il changé d'appellation pour devenir le Comité "femmes et développement".

26. Elle a ensuite présenté le mandat du Comité dans le cadre des nouvelles orientations de la Commission économique pour l'Afrique :

- examiner périodiquement les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Plate-forme africaine et du Programme d'action mondial ;
- harmoniser et coordonner les programmes sous-régionaux d'intégration de la femme au développement ;
- mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes d'action au niveau sous-régional ;
- organiser l'échange d'informations, de données et d'expériences sur les politiques relatives à la promotion de la femme dans les différents Etats.

Rapport d'activité du Centre africain pour la femme et des Centres de développement sous-régionaux pour la période allant d'avril 1997 à mars 1999 et de son programme de travail pour le biennium 2000-2001 (point 5 de l'ordre du jour)

27. Le Comité a examiné le document E/ECA/ACW/CWD.I/99/5 portant sur les activités du Centre africain pour la femme (CAF), pour la période allant d'avril 1997 à avril 1999. Il a été présenté par Mme Hannah Tiagha du CAF qui a rappelé le contexte dans lequel les activités du CAF ont été exécutées. Elle a précisé que la période biennale considérée a été, à plusieurs titres, une période de transition au cours de laquelle le CAF a dû réorienter ses activités, conformément aux nouvelles orientations stratégiques de la CEA, afin d'être plus pertinent, de maximiser son impact et de renforcer le partenariat avec les parties intéressées. D'autant que la CEA a également décidé de faire des questions relatives aux femmes un thème intersectoriel qui doit se refléter dans tous ses programmes. Le CAF, qui a été chargé d'y veiller, avait besoin d'être renforcé et convenablement équipé.

28. En conséquence, il a été directement rattaché au Cabinet du Secrétaire exécutif et son poste de direction élevé au grade D1, comme dans les autres Divisions. Une nouvelle Directrice a été nommée à la tête du Centre, dont le programme d'activité est devenu, comme ceux des autres Divisions, un sous-programme de la Commission impliquant l'allocation d'un budget distinct. Enfin, le CAF a été érigé en Division dotée de douze postes de cadres, dont la plupart sont encore vacants.

29. Ces changements ont coïncidé avec la mutation du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) en Comité "femmes et développement" (CFD). Cette évolution se traduit, notamment, par le fait que le CFD se réunit désormais tous les deux ans.

30. Par conséquent, les activités passées en revue couvrent une période de deux ans et portent sur la transition évoquée plus haut. Elles correspondent également aux activités prévues par le Plan à moyen terme 1996-1999.

31. Elles s'articulent autour de cinq composantes, présentées comme suit :

Réunions

32. Le CAF a organisé sept (7) réunions durant la période :

- Une réunion d'experts sur les activités de réseau des femmes, afin de réfléchir à des stratégies concrètes ainsi qu'au rôle du CAF dans ce domaine;
- Quatre réunions sous-régionales de suivi : à Dakar (Sénégal) pour l'Afrique de l'Ouest, à Bangui pour l'Afrique centrale, à Rabat (Maroc) pour l'Afrique du Nord et aux Seychelles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Ces réunions ont porté sur l'état de formulation des Plans d'action nationaux comme stratégie de mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial ; la formulation d'indicateurs de suivi et la préparation de rapports nationaux permettant d'évaluer la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial ;

- La première réunion (en janvier 1999) du Comité technique préparatoire mis en place par le CAF en vue de la sixième Conférence régionale africaine ;
- Une Conférence internationale sur " Les femmes africaines et le développement économique : investir dans notre futur", qui a réuni plus de 1500 participants. Elle a permis le dialogue entre les intéressées et les décideurs sur les engagements pris afin d'accélérer la promotion de la femme, à travers la Plate-forme d'action africaine et le Programme d'action mondial. La Conférence a recommandé un certain nombre de mesures novatrices à prendre à cet effet.

Publications

33. Pendant la période considérée, un certain nombre de publications ont été préparées:

- **African Women Report : Post Conflict Reconstruction : A Gender Perspective;**
- **Le premier Recueil de bonnes pratiques ;**
- **L'état d'adhésion des Etats africains à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;**
- **53 brochures nationales sur le statut des femmes.**

Formation

34. Des ateliers de formation ont été organisés à l'intention des cadres supérieurs de la CEA, y compris les coordonnateurs des activités relatives aux femmes dans les Divisions et les CDSR, afin de les sensibiliser à l'approche genre. Un voyage d'étude a été également organisé en Inde et au Sri Lanka à l'intention des femmes-entrepreneurs et des représentantes d'institutions africaines pour les sensibiliser à d'autres méthodes de transformation, de stockage et de commercialisation des denrées alimentaires. Un atelier de formation sur le leadership des femmes a été organisé à l'intention des femmes-entrepreneurs.

Enquêtes

35. Le CAF a mené deux catégories d'enquêtes, l'une sur la situation des droits fondamentaux des femmes et de leurs droits au regard de la loi, dans le cadre familial, (au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Ghana, en Guinée et au Sénégal), l'autre sur l'accès des femmes à la terre dans deux sous-régions : en Afrique de l'Est (Kenya et Ouganda) et en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger et Sénégal).

Renforcement institutionnel

36. Les activités menées dans ce cadre ont visé à faciliter la création du Comité des femmes africaines sur la paix et le développement et à appuyer la Fédération africaine de femmes-entrepreneurs.

Services de Conseils

37. Le CAF a fourni des services de conseils aux Etats membres dans les domaines de l'émancipation économique à travers des activités concernant, par exemple, le programme de microcrédit à l'intention des femmes-entrepreneurs de Maurice ; la conception du Plan d'action national de Maurice sur la parité des sexes ; la formulation de la politique nationale de l'Afrique du Sud sur la parité des sexes ; l'intégration des questions relatives aux femmes dans les programmes de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et de l'Institut international de recherche sur les cultures en zone tropicale semi-aride (ICRISAT).

38. Il a également fourni des services de conseils en matière de droits de la personne. En Guinée et au Niger, son assistance a concerné la promotion des stratégies permettant aux femmes de mieux faire valoir les droits que leur reconnaît la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Une assistance a également été fournie pour l'élaboration d'un cadre juridique de promotion de la femme.

39. En conclusion, Mme Tiagha a déclaré que, tenant compte du Plan stratégique pour 2000-2005, le programme de travail de la période 2000-2001 sera axé sur cinq volets prioritaires : l'intégration de l'approche genre dans les programmes de la CEA et des Etats membres ; l'appui aux Etats membres dans la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial, à travers le suivi minutieux, à l'aide d'indicateurs appropriés, des progrès accomplis ; la promotion du leadership des femmes par la sensibilisation des parlementaires et des ONG ; l'amélioration des moyens de communication et d'information par la création de bases de données fiables ; l'appui pour l'utilisation de données désagrégées par sexe par les Etats membres.

Rapport d'activité du Centre de développement sous-régional de l'Afrique de l'Ouest

40. Le Comité a examiné le document SRDC-WA/5.4.2a/2/99 consacré au programme de travail du Centre de développement sous-régional (CDSR) de l'Afrique de l'Ouest pour 1997-1999 et au programme de travail pour la période biennale, 2000-2001.

41. Le Comité a noté qu'en renforçant les centres de développement sous-régionaux, la CEA a créé dans chacun des cinq centres concernés un organe de liaison chargé des questions relatives aux femmes. Dans chaque CDSR, le coordonnateur des activités relatives aux femmes agit au niveau sous-régional et, par voie de conséquence, au niveau national.

42. Le programme de travail exécuté entre 1997 et 1999 a couvert les activités ci-après :

- a) intégration des questions relatives aux femmes dans le rapport sur les conditions sociales et économiques en Afrique de l'Ouest ;
- b) contribution à l'intégration des questions relatives aux femmes en matière de sécurité alimentaire, de production alimentaire viable, de gouvernance, de consolidation de la paix, de reconstruction et de redressement ;
- c) lancement d'une banque traditionnelle aux profits des femmes rurales ;
- d) atelier de formation des formateurs aux compétences en matière de leadership à l'intention des femmes et des jeunes ;

- e) assistance technique pour le suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial dans la sous-région ;
- f) collaboration avec le CAF et la CEA ;
- g) établissement et présentation d'un questionnaire sur la ventilation des données par sexe en matière de contribution des femmes et des hommes aux facteurs de développement économique et social dans les Etats membres de l'Afrique de l'Ouest. Une formation a été dispensée sur l'utilisation de questionnaire pour réunir des données au Liberia.
- h) Mise en application d'orientations permettant de créer des projets multidimensionnels viables pour les ONG de femmes au Cap-Vert, en Gambie, au Liberia et au Niger.

43. Les enseignements tirés au cours de cette période appellent à :

- a) renforcer la coopération avec les grandes communautés économiques (CEDEAO, UEMOA et MRU) pour y améliorer la prestation des services et favoriser l'intégration des questions relatives aux femmes dans les politiques législatives et administratives ;
- b) renforcer la coopération avec les organismes publics et les ONG s'occupant de parité entre les sexes ;
- c) harmoniser les actions du CDSR et des Divisions organiques de la CEA ;
- d) créer davantage d'activités opérationnelles pour améliorer le niveau de vie des femmes rurales et urbaines ;
- e) établir dans les pays de plus fortes relations avec le système des Nations Unies afin d'assurer une utilisation optimale des ressources humaines et financières et d'y réduire le double emploi ;
- f) affecter un budget suffisant aux programmes relatifs aux femmes et améliorer la collaboration entre le CAF et les CDSR.

44. S'agissant du projet de programme de travail pour 2000-2001, il prévoit les activités ci-après :

- a) rapports sur l'intégration des problèmes relatifs à la parité des sexes dans les politiques et dans les programmes de développement ;
- b) réunion d'un groupe d'experts ad-hoc sur les directives permettant d'améliorer l'échange d'informations et les activités de réseau sur le site Internet de l'Afrique de l'Ouest ;
- c) étude sur la sécurité alimentaire et le développement durable, l'accent étant mis sur les femmes et les groupes vulnérables en Afrique de l'Ouest ;
- d) formation des formateurs en matière de formulation et d'exécution de projets d'auto-assistance générateurs de revenus pour les femmes ;
- e) séminaires sur la gestion des relations entre population, agriculture et environnement, d'une part, et les sexospécificités, d'autre part, en tant que thème intersectoriel.

Rapport d'activité du CDSR de l'Afrique du Nord dans le domaine du genre / femme

45. La Représentante du Centre de développement sous-régional de l'Afrique du Nord a introduit son rapport en précisant qu'à la fin de la mission de la coordinatrice du Programme "femme" pour l'Afrique du Nord en 1992, les activités du CDSR dans le domaine "femme et genre" ont été en quelque sorte mises en veilleuse et qu'elles n'ont été reprises qu'en 1998 avec

l'affectation au CDSR d'un fonctionnaire de la CEA pour assurer le suivi de toutes les activités dans ce domaine.

46. A ce propos, le présentateur a informé la réunion qu'un spécialiste de questions sociales chargé plus particulièrement des questions "femme et genre" est en cours de recrutement au niveau du CDSR. Néanmoins, malgré ces contraintes, le CDSR a entrepris une série d'activités qui peuvent être résumées comme suit :

1997 :

47. Préparation d'une étude sur les «mesures et dispositifs permettant à la femme de jouer un plus grand rôle dans le processus de développement économique et social en Afrique du Nord».

1998 – 1999

- 1- Activités de liaison et de coordination notamment avec le Centre africain pour la femme (CAF) pour la préparation et l'organisation des conférences et réunions dans le cadre du suivi des recommandations et plans d'action résultant des conférences internationales, notamment la Conférence régionale de Dakar (1994), la Conférence mondiale de Beijing (1995) et la Conférence internationale d'Addis-Abeba sur : "Les femmes africaines et le développement économique : investir dans notre avenir" (mai 1998).
- 2- Introduction du thème : "Genre" en Afrique du Nord dans l'ordre du jour de la réunion du Comité intergouvernemental d'experts de l'Afrique du Nord (Juin 1998).
- 3- Préparation d'un projet de document sur la création et l'organisation d'un concours du meilleur essai : "femme et genre". Initiée au Maroc dans une phase pilote, cette manifestation littéraire et artistique a pour but de créer les conditions et les éléments objectifs d'une réelle et effective évolution de la situation et des droits de la femme dans la pratique quotidienne sociale des pays d'Afrique du Nord.
- 4- Collecte et analyse des données et informations sur les questions de "femme et genre" au niveau de CDSR.
- 5- Préparation d'une étude sur l'égalité des sexes et renforcement du pouvoir économique et social des femmes dans le contexte culturel de l'Afrique du Nord.
- 6- Organisation d'une réunion ad-hoc d'experts sur l'égalité des sexes et renforcement du pouvoir économique et social des femmes dans le contexte des normes culturelles de l'Afrique du Nord (Octobre 1999).
- 7- Réalisation de la phase pilote du projet de concours du meilleur essai "femme et genre".

48. Pour ce qui concerne le programme 2000-2001, les activités prévues sont la préparation pour présentation à la réunion du Comité intergouvernemental d'experts, d'une série d'études et de rapports, sur :

- Les meilleures pratiques dans le domaine du microcrédit pour les femmes et les jeunes (2001) ;
- Les disparités sexuelles et culturelles en Afrique du Nord : problèmes et défis ;
- L'identification et l'analyse des approches et stratégies performantes pour la réduction des disparités en matière de "genre" ;
- La préparation d'une publication technique sur : le renforcement du pouvoir des femmes en Afrique du Nord ;
- La constitution d'une base de données sur les questions "femmes et genre" en Afrique du Nord.

Rapport d'activité du Centre de développement sous-régional de l'Afrique centrale :

49. La représentante du Centre de développement sous-régional de l'Afrique centrale a présenté le rapport intitulé «Contribution du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale».

50. Durant la période 1997-1999, les activités relatives au "genre" ont consisté, dans un premier temps, en la prise en compte de cette question dans l'analyse annuelle de la situation économique et sociale de la sous-région. Ensuite, des efforts ont été faits pour intégrer le "genre" dans le cadre de la base de données sous-régionale du Centre.

51. Le Centre a contribué à l'organisation de réunions au niveau de la sous-région ainsi qu'à la mise en place du Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC). L'un des objectifs de ce réseau coïncide avec la priorité que le Centre s'est fixé, à savoir contribuer à l'intégration sous-régionale. La mise en place effective de ce réseau ainsi que son opérationnalisation constituent une préoccupation majeure du CDSR-AC, qui a déjà entrepris certaines actions, à cet effet.

52. La représentante du Centre a également donné des indications sur le programme 1999 et 2000-2001 dans le domaine du renforcement de la question du "genre" dans les activités du Centre. Les priorités dans ce domaine concernent :

- la dynamisation du RESEFAC ;
- l'amélioration des données statistiques ;
- la poursuite des efforts pour intégrer l'approche dans les rapports d'analyse du Centre et la base de données.

53. Les actions dans ces domaines contribueront à améliorer le statut de la femme dans la sous-région.

54. Les difficultés rencontrées pour obtenir les données selon le "genre" ont été soulignées. En outre, lors de différentes rencontres aux niveaux international et sous-régional, il a été relevé que la non-disponibilité de données désagrégées par sexe constituait une lacune. L'une de ses causes est le manque de dialogue entre les producteurs et les utilisateurs de données. Le programme que le Centre voudrait mettre en place dès cette année a pour objectif, entre autres, de contribuer à susciter ce dialogue, de sorte que les services statistiques soient encouragés à produire ces données.

55. Dans les discussions qui ont suivi ces présentations, les participants ont souligné la nécessité de renforcer la communication entre les CDSR et leurs Etats membres, d'une part, et entre le CAF et les Etats membres, d'autre part. Ils ont également souligné la nécessité de la diffusion des études et travaux de recherche effectués et des rapports des réunions organisées aux niveaux régional et sous-régional, en vue de favoriser les échanges d'expériences.

56. L'importance des données statistiques a été relevée. Les participants ont encouragé les initiatives en vue d'améliorer ces données. Il a été suggéré que des rencontres soient organisées aux niveaux sous-régional et international pour étudier cette question. Les Etats membres ont été par ailleurs invités à répondre aux questionnaires qui leur sont adressés pour la collecte de données.

57. Au regard de la diversité des programmes de travail d'un CDSR à un autre, du CAF aux différents CDSR, ainsi que la très grande performance du CAF par rapport à celle des CDSR, les participants ont suggéré une harmonisation des programmes pour qu'au niveau sous-régional de meilleures performances puissent être enregistrées.

58. La coopération entre le CAF et les organismes des Nations Unies pour la mise en place de programmes de formation a été suggérée. Certaines clarifications sur le rôle de la CEA ont été nécessaires. La CEA joue essentiellement un rôle de plaidoyer, d'orientation des programmes de développement, et à l'inverse de certains organismes des Nations Unies, elle n'apporte pas d'appui financier, la mise en œuvre des projets et programmes.

59. Le CAF, dans le souci d'apporter un appui technique aux différentes structures, a recruté deux conseillers régionaux, l'une spécialiste du renforcement du pouvoir économique des femmes et l'autre spécialiste des droits fondamentaux des femmes. Les services de ces conseillers ainsi que ceux des autres conseillers de la CEA sont gratuits et peuvent être offerts aux Etats membres sur simple demande. Les participants ont été invités à exprimer leur demande.

60. Les participants ont aussi souligné l'importance du mouvement associatif féminin qui depuis la Conférence de Beijing a besoin d'être redynamisé. Ils ont suggéré qu'un site Internet soit créé pour discuter des questions des femmes.

Rapport sur la 43ème session de la Commission de la condition de la femme (point 6 de l'ordre du jour)

61. L'introduction de ce point de l'ordre du jour a d'abord évoqué les principales fonctions de la Commission de la condition de la femme qui sont d'assurer la préparation des conférences mondiales sur la femme, de veiller à la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la promotion de la femme et de formuler des recommandations à l'Assemblée générale par le biais de l'ECOSOC.

62. La session s'est tenue du 1^{er} au 19 mars 1999. Elle s'est déroulée en même temps que la session du groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer un projet de protocole

facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Du 15 au 19 mars, la Commission a mis en place un Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale prévue en l'an 2000.

63. Les principaux thèmes examinés par la Commission ont été :

- Le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Deux domaines clés du Programme d'action ont fait l'objet de débats : la santé et les mécanismes institutionnels
- L'examen et l'évaluation de l'application du Programme mondial de Beijing.
- L'élaboration d'un projet de protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- La préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée «Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^{ème} siècle»

64. Concernant la Santé, la Commission a réaffirmé l'attachement au chapitre de la Plate-forme d'action relatif à la santé, en accordant une attention particulière à certaines questions telles que la mortalité maternelle, la santé sexuelle et reproductive, les maladies sexuellement transmissibles notamment, le SIDA, la santé mentale, l'impact de l'environnement et le sujet des recherches médicales. Elle a par ailleurs affirmé qu'un consensus sur le domaine critique des femmes et de la santé ne peut être obtenu qu'à condition de ne pas remettre en cause le Programme d'action mondial.

65. S'agissant des mécanismes institutionnels, la Commission a souligné qu'ils doivent être renforcés et placés à un niveau gouvernemental élevé pour avoir l'influence requise afin que les questions sexo-spécifiques soient prises en considération dans tous les champs d'action des gouvernements.

66. Parmi les mesures identifiées en vue de renforcer l'efficacité des structures gouvernementales de promotion de la femme figurent la mise sur pied de mécanismes de compte-rendu ; la création d'un partenariat avec la société civile, la mise à disposition de ressources financières et humaines suffisantes ; la mise en action d'une volonté politique forte et soutenue et la recherche de l'appui de la coopération internationale.

67. Au sujet de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, le projet de protocole facultatif a été adopté à l'unanimité par la Commission de la condition de la femme après quatre ans de négociations intenses par le groupe de travail. Le projet n'accepte pas de réserves. Un projet de résolution d'habilitation a été également adopté.

68. Il a été noté que le 20^{ème} anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sera célébré en décembre 1999. L'adoption par consensus du protocole additionnel facultatif a été souhaitée pour la commémoration de cet événement, en particulier du fait que 163 Etats sont déjà parties à la Convention.

69. Pour ce qui concerne l'évaluation de la mise en œuvre de la Plate-forme de Beijing, la Commission a noté la suggestion de procéder à l'évaluation des progrès réalisés en mettant l'accent sur :

- les bonnes pratiques, les initiatives positives, les leçons à tirer, les exemples d'utilisation d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs ;
- les obstacles rencontrés et les stratégies mises en place pour les surmonter ; les nouvelles initiatives et actions.

70. Une importante proposition a été d'identifier de nouvelles mesures et initiatives à travers l'examen de thèmes majeurs tels que :

- la globalisation et les problèmes économiques qu'elle engendre ;
- les femmes, la science et la technologie et l'ère de l'information ;
- l'accès au leadership ;
- la sécurité humanitaire et sociale.

71. Les questions suggérées pour faciliter l'analyse ont été :

- la volonté politique de créer un environnement propice à la mise en œuvre de la Plate-forme ;
- le développement des capacités pour la promotion de la femme et la promotion de la perspective du genre ;
- la recevabilité et le suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action ;
- la coopération et le partenariat pour la mise en œuvre de la Plate-forme d'action ;
- l'assistance aux femmes et aux petites filles qui subissent la discrimination et celles qui vivent dans les conditions désavantageuses.

72. S'agissant de la préparation de la session spéciale, l'objectif principal est de proposer le programme de la session, les thèmes et la structure de même que la participation des ONG à la session. A ce sujet, la Commission a convenu que la session spéciale devrait examiner :

- L'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme qui portera sur les douze domaines critiques ;
- Les nouvelles initiatives qui permettront de réaliser l'égalité des sexes au cours du prochain millénaire.

73. Les exposés et les débats sur ce point ont été axés sur :

- le partenariat entre hommes et femmes dans la promotion de l'égalité des sexes ;
- les femmes et le leadership ;
- la nécessité de centrer les effets néfastes de la mondialisation tout en aidant mieux les femmes à saisir les chances qu'elle offre ;
- la nécessité d'intégrer la problématique femmes dans les analyses et décisions budgétaires.

74. Quant à la participation des organisations non gouvernementales à la session, la Commission a conclu que la session sera ouverte aux organisations accréditées à Beijing et celles qui ont le statut d'observateur auprès de l'ECOSOC. Les modalités de leur participation seront définies au cours de la prochaine session spéciale de la Commission de la condition de la femme.

75. Au cours du débat qui a suivi la présentation du rapport, les participants ont été informés que la BAD applique désormais à ses prêts un critère qui subordonne le niveau des crédits alloués aux Etats membres à la mise en œuvre d'une politique de développement tenant compte des disparités entre les sexes.

76. L'importance des mécanismes nationaux a été soulignée ainsi que la nécessité de créer des instruments pour leur permettre de rendre compte des actions entreprises et de mesurer l'évolution de la condition de la femme.

77. Un appel a été lancé aux pays pour le renforcement du partenariat entre les mécanismes nationaux et les nombreuses organisations de la société civile.

78. Les participants ont fait remarquer que les pays doivent accorder plus d'attention aux questions de santé des femmes surtout à la santé reproductive parce qu'elles affectent la productivité de ces dernières. Dans ce sens, il faudra mener des actions concrètes en ne se limitant pas à la santé préventive.

Contribution au thème de la réunion de la Conférence des ministres africains des finances et des ministres responsables du développement économique et social et de la planification prévue du 6 au 8 mai 1999 (point 7 de l'ordre du jour)

79. Madame Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme, a fait remarquer qu'il est très important que le Comité contribue au thème de la Conférence des ministres pour marquer ainsi la présence des femmes.

80. Cette Conférence des ministres traitera de deux thèmes clés :

- a) les défis du financement du développement en Afrique
- b) l'efficacité de l'aide au développement

81. Ces deux thèmes sont liés dans la mesure où il s'agit d'analyser les stratégies pour accroître l'impact des financements sur le développement en Afrique, qu'il s'agisse de crédits ou de subventions.

82. La contribution du Comité "femmes et développement" à cette analyse est d'une grande importance stratégique dans la mesure où la Plate-forme d'action africaine, partie intégrante de la Plate-forme mondiale consacre un chapitre entier aux questions financières. Ce chapitre montre que 20 % de l'aide publique devrait être consacré aux programmes de développement humain.

83. Un groupe de travail a été mis en place pour affiner les propositions que le Comité devra présenter comme contribution à la Conférence des ministres. Le souci qui a animé les travaux est d'aller toujours plus en détail dans la recherche et l'affectation des ressources financières pour mieux apprécier l'aide apportée à la promotion de la femme ou à l'action productrice des femmes.

84. A l'issue des travaux, les recommandations suivantes ont été adoptées :

- 1) Créer une culture d'établissement et d'utilisation de statistiques ventilées par sexe de manière générale et en particulier dans les Ministères des finances et de la planification.
- 2) Allouer des budgets de manière à tenir compte des questions d'équité entre les sexes ou d'équilibre entre les sexes à partir d'une évaluation participative et réelle des besoins.
- 3) Prévoir des allocations budgétaires et un calendrier pour former les décideurs à intégrer les questions relatives aux femmes et à planifier en tenant compte de ces questions.
- 4) Au niveau régional, les membres du Comité "femmes et développement", devraient participer, en qualité d'experts, aux Conférences des ministres africains des finances et des ministres responsables du développement économique et social et de la planification.
- 5) Compte tenu de l'engagement à mettre en œuvre la Plate-forme d'action africaine et le Programme d'action mondial, il faudrait créer au sein des ministères un mécanisme de suivi pour veiller à ce que ces engagements soient mis en œuvre à temps, surtout sur le plan budgétaire.
- 6) Assurer une coordination effective de l'aide extérieure afin que le pourcentage de l'aide destinée aux projets féminins et à la promotion de la femme soit respecté. En outre, les gouvernements devraient instituer un mécanisme de contrepartie des fonds alloués aux programmes relatifs aux femmes.
- 7) Il faudrait instituer un mécanisme de négociation de remise des dettes en échange de fonds nationaux destinés à la résolution des problèmes concernant les femmes et des problèmes d'inégalité entre les sexes.

Information sur le processus de préparation de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes (point 8 de l'ordre du jour)

85. Ce point de l'ordre du jour a été introduit par Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du CAF, qui a donné les deux grands objectifs de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes :

- évaluer la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial ;
- préparer la participation de l'Afrique à la session spéciale sur Beijing +5, c'est-à-dire en l'an 2000

86. Elle a indiqué que la première réunion préparatoire de la sixième Conférence régionale sur les femmes, qui s'est tenue à Addis-Abeba le 26 et 27 janvier 1999, a mis en place le Comité technique préparatoire. Ce Comité comprend les membres du Bureau du Comité "femmes et développement", l'OUA, la BAD, les institutions régionales et les organismes des Nations Unies, les coordonnateurs des questions relatives aux femmes, dans les CDSR.

87. Lors de cette réunion, le CAF a informé les participants qu'il y aurait des ONG, des délégués des associations des femmes rurales et urbaines, des représentants de jeunes et au moins un communicateur par délégation. En tenant compte de ce profil de représentation, chaque délégation compterait 27 membres, ce qui porterait à 2000 le nombre de participants à la Conférence.

88. La Directrice du CAF a également proposé que le Gouvernement et les ONG participent tous à la Conférence, qui se déroulera en une session unique.

89. Elle a précisé que la sixième Conférence étant une réunion statutaire, les participants devront financer eux-mêmes leur participation. Mais compte tenu des difficultés financières que pourraient rencontrer les ONG, la CEA pourrait inciter les donateurs à contribuer à leur participation. Mais, il a été recommandé aux participants de contacter les donateurs directement. Le Comité préparatoire a également proposé d'instituer des frais d'inscription de 50 dollars par personne et de 100 dollars par institution sous-régionale ou régionale. Les fonds qui seraient ainsi collectés contribueraient à alléger les frais de prise en charge de la Conférence à Addis-Abeba.

90. Elle a ensuite donné le programme de la Conférence retenu par le Comité préparatoire :

91. Premier jour : présentation des rapports des gouvernements (synthèse des rapports nationaux à soumettre à la CEA), des ONG, de l'OUA, de la BAD et des organismes des Nations Unies.

92. Deuxième jour : douze ateliers seront consacrés à l'évaluation thématique des douze domaines critiques ; chaque atelier portera sur un domaine critique.

93. Troisième et quatrième jours : présentation des rapports d'évaluation thématique en séance plénière.

94. Cinquième jour : formulation du Plan d'action corrigé pour 2000-2005 et formulation de la Déclaration de la sixième Conférence régionale.

95. Elle a indiqué que la deuxième réunion du Comité préparatoire est prévue les 18 et 19 juin 1999 à Tunis. Elle a en outre relevé que la CEA ne dispose pas de ressources pour couvrir les frais de participations des pays à la Conférence. La Tunisie a gracieusement offert la prise en charge des frais de subsistance et d'hébergement des participants.

96. Elle a aussi fait part des réactions du Groupe africain sur le processus de la participation à la sixième Conférence régionale sur les femmes lors de la 43^{ème} session de la Commission de la condition de la femme qui s'est tenue en mars 1999 à New York. Elle a précisé que les critiques ont porté essentiellement sur :

- le nombre important d'ONG participant à la réunion du Comité technique préparatoire, par rapport aux gouvernements ;

97. Pour sa part, la CEA considère qu'une Conférence de 2000 participants serait trop lourde à gérer, surtout que les incidences financières de la logistique ne sont pas prévues au budget.

98. En conclusion, la Directrice du CAF a invité les participants à réfléchir sur les questions suivantes :

- Les ONG devraient-elles tenir un forum distinct de celui des gouvernements ?

- Quelle devrait être la taille de la délégation de chaque pays et quelle proportion devrait être réservée aux ONG ?
- Qui faudrait-il inviter à la deuxième réunion technique préparatoire en Tunisie ?

99. Des participants ont soulevé des questions sur les directives données par la Division de la promotion de la femme à New York et par le CAF s'agissant de la préparation des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Plate-forme d'action africaine et du Programme d'action mondial. Le problème est de savoir s'il faut préparer deux rapports distincts et si les ONG devaient également préparer le leur.

100. En réponse à ces questions, la Directrice du CAF a précisé que chaque participant devait prendre lui-même en charge ses frais de participation, la CEA ne couvrant que les frais de logistique, de traduction et d'interprétation à Addis-Abeba. En ce qui concerne les rapports nationaux, la CEA n'en attend qu'un seul par pays ; le pays étant libre de suivre les directives de New York ou de la CEA. Le manque d'harmonisation a été déploré, d'autant que la CEA a fait parvenir ses directives aux Etats membres bien avant New York. Pour ce qui est de la date limite de soumission de ces rapports, le CAF a informé New York du souhait de certains Etats africains de reporter le délai de la date du 30 avril au 31 juillet 1999 ; New York ne semble pas disposé à retenir cette proposition. La CEA a proposé que le rapport national reflète le point de vue tant des gouvernements que des ONG.

101. Le Comité préparatoire a également proposé que les membres du Comité "femmes et développement" soient membres des délégations nationales.

102. Les participants ont constitué un groupe de travail de sept personnes chargées d'examiner plus en détail la représentation des ONG au sein du Comité technique préparatoire et leur mode de participation à la sixième Conférence régionale. Le groupe a présenté les propositions suivantes relatives à la composition des délégations nationales ;

- | | |
|---|----|
| • Délégations nationales : | 20 |
| - Gouvernementaux : | 9 |
| (dont les membres du Comité "femmes et développement) | |
| - Parlementaires : | 2 |
| - Communicatrices : | 2 |
| multi-media | |
| - ONG thématiques : | 3 |
| - Associations féminines : | 3 |
| - Associations des jeunes : | 1 |
| • Organisations régionales : | 25 |
| et sous-régionales | |
| • Agences des Nations Unies : | 50 |

- Agences bilatérales : 25
- Organisations Inter-gouvernementales : 15
- Volontaires : 15

Modalités de renouvellement des membres du Comité "femmes et développement" (point 9 de l'ordre du jour)

103. Mme Françoise Wege a d'abord rappelé les réformes intervenues au niveau des organes subsidiaires de la CEA dans le cadre de sa restructuration. Elle a indiqué que le Comité "femmes et développement" a été maintenu en tant que Forum des experts et décideurs chargés d'orienter la CEA en matière de promotion de la femme.

104. Elle a souligné qu'il s'est avéré nécessaire de réexaminer la composition du Comité et le mode de renouvellement de ses membres en vue d'assurer la participation de tous les acteurs gouvernementaux, de la société civile et des différents partenaires.

105. Au nombre des innovations introduites l'accent est mis sur :

- L'introduction des associations de femmes rurales afin qu'elles puissent défendre elles-mêmes leurs intérêts ;
- L'inclusion des personnes ressources (hommes et femmes) choisies sur proposition du CAF et sur la base de leurs connaissances et de leurs expériences dans les domaines de grande préoccupation des femmes africaines. Elles doivent apporter un appui technique au Comité sur l'examen des points de l'ordre du jour ;
- La suppression des Comités sous-régionaux et la désignation de nouveaux membres sur la base d'un système de rotation tous les deux ans, par ordre alphabétique ;
- l'inclusion des représentants de la société civile, des ONG, des institutions régionales et sous-régionales devra tenir compte des critères de stabilité, de dynamisme sur le terrain, d'esprit novateur, de participation aux réunions du Comité ;
- Le choix des membres devra chaque fois tenir compte de l'équilibre linguistique et géographique ;
- Le renouvellement des membres se fera au 2/3 tous les 2 ans pour assurer une certaine continuité.

106. Les débats ont porté sur :

- la représentation des sous-régions par quotas ;
- l'actualisation de la liste des ONG et l'évaluation de leur impact sur le terrain ;
- le mandat du bureau actuel qui expire en l'an 2000. Le Comité a recommandé le renouvellement des membres gouvernementaux et des membres du Bureau en marge de la sixième Conférence régionale de novembre 1999 à Addis-Abeba ;

- la proposition de changer l'appellation du Comité "femmes et développement" en "genre et développement". Cette proposition ne peut en réalité être approuvée que par la Conférence des ministres de la CEA ;
- le rôle important dévolu aux Centres de développement sous-régionaux de la CEA en tant que mécanismes de communication et d'information. Ce rôle doit être renforcé.

107. La réunion a décidé le renouvellement du bureau, en marge de la sixième Conférence régionale de novembre 1999 à Addis-Abeba.

Points d'information (point 10 de l'ordre du jour)

Rapport sur la campagne contre la violence faite aux femmes :

108. Le rapport sur la campagne contre la violence faite aux femmes a été présenté par la Directrice régionale de l'UNIFEM, Madame Aster Zaoude.

109. C'est en effet sur l'initiative de l'UNIFEM que la campagne mondiale de lutte contre la violence faite aux femmes a été lancée à Beijing en 1995. En Afrique, la campagne régionale a commencé avec la Journée panafricaine des femmes, le 31 juillet 1998. Elle s'est intensifiée à travers une forte mobilisation médiatique pendant la quinzaine consacrée à cette lutte, du 25 novembre au 10 décembre, date de la commémoration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

110. La vidéoconférence mondiale organisée par l'UNIFEM, le 8 mars 1999, dernière Journée mondiale de la femme du millénaire a permis de renouveler l'engagement de la communauté internationale au respect des droits humains des femmes.

111. Cette question n'a jamais connu autant de visibilité et n'a jamais suscité autant d'intérêt de la part des gouvernements africains, des organismes des Nations Unies et des ONG. Des avancées significatives ont pu être enregistrées en matière de sensibilisation et de formation des magistrats, des policiers, des leaders communautaires et religieux grâce à l'engagement des médias qui ont porté le débat au niveau national.

112. Le rapport de l'UNIFEM a fait état de nombreuses initiatives des pays africains appuyés par le Fonds spécial mis en place à cet effet.

113. Parmi ces initiatives, le séminaire régional organisé à Dakar en 1998, sur l'état du droit en matière de violence faite aux femmes, a permis à une dizaine de pays africains de comparer leur législation nationale et de recommander les changements nécessaires concernant notamment le viol, les mutilations génitales féminines, les violences domestiques, le harcèlement sexuel, les mariages forcés et précoces.

114. Un rapport complet sur la campagne régionale est en cours de préparation et sera transmis par l'UNIFEM à l'ensemble des participants.

115. Dans les discussions qui ont suivi cette présentation, les participants ont souligné l'importance de cette campagne et la nécessité d'en renforcer les acquis.

116. A cet effet, la simplification des procédures d'accès au Fonds spécial et le renforcement des capacités de relais de l'UNIFEM à l'échelle nationale ont été suggérés.

117. Les participants ont relevé le manque de moyens qui permettaient d'assurer le suivi de la campagne par la mise en place et le renforcement de services d'appui/conseil aux femmes victimes de violences et surtout par la sensibilisation et la mobilisation sociale.

118. Il a été proposé de recenser les pays qui ont modifié leur législation pénale et ceux dont les stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes méritent d'être largement diffusées suite au séminaire régional organisé par l'UNIFEM à Nairobi le 8 mars 1999 sur les meilleures pratiques en la matière.

119. Dans le souci de maximiser l'impact des interventions de l'UNIFEM dans ce domaine, le rôle de plaidoyer de l'OUA et l'appui financier du Fonds mondial pour les femmes ont été mentionnés pour illustrer la nécessité de renforcer l'engagement des gouvernements et l'action des associations sur le terrain afin que la femme africaine puisse jouir de ses droits humains à l'abri de toutes les formes de violence qui limitent son épanouissement économique, politique et social.

120. Madame Kavita RAMDAS, Présidente du Fonds mondial pour les femmes a félicité l'UNIFEM pour ses efforts et en a profité pour présenter son organisation et proposer son assistance pour le financement des activités que mènent les femmes pour lutter contre la violence.

Rapport sur les activités du Comité des femmes africaines sur la paix et le développement

121. Le rapport n'a pu être présenté en séance plénière, compte tenu de l'absence des membres de ce Comité. Toutefois, il a été distribué aux participants ; ces derniers ont été invités à le lire et à transmettre leurs réflexions au secrétariat de la CEA.

122. Le document a fait ressortir l'historique du Comité. Suite à la recommandation du Plan d'action de Kampala sur les femmes, la paix et le développement, de 1993, la CEA et l'OUA ont entrepris de rendre opérationnel le mécanisme proposé, c'est-à-dire de faciliter la participation active des femmes au processus de paix, au plus haut niveau. Pour ce faire, ils ont organisé, en novembre 1996 à Johannesburg, un Forum de leadership sur les femmes et la paix. A ce Forum, le mandat du Comité et les critères de sélection de ses membres ont été définis. Par la suite, les Etats membres ont été invités à désigner leurs représentants tandis que la CEA et l'OUA ont été chargés de sélectionner ceux des ONG ainsi que les personnalités retenues à titre personnel. Le Comité a été finalement créé en mai 1998, comme annoncé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA, lors de la Conférence internationale organisée à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la CEA.

123. Lors de sa première réunion tenue en décembre 1998, le Comité a adopté ses termes de référence et son règlement intérieur. Il a également élu les membres de son bureau et formulé son programme de travail pour 1999-2001. Il a également réaffirmé que son objectif est d'assurer

la participation effective des femmes au processus de paix, en conseillant l'OUA et la CEA. Ses fonctions ont été réaffirmées comme suit :

- Faciliter et assurer la participation effective des femmes à toutes les actions de paix ;
- Promouvoir et appuyer la création de réseaux en faveur de la paix ;
- Identifier, définir et chercher les expériences spécifiques des femmes dans les conflits ;
- Veiller à formuler clairement les besoins et les préoccupations des femmes et des enfants réfugiés et déplacés ;
- Renforcer les capacités de résolution pacifique des conflits ;
- Consigner les causes profondes des conflits dans toutes les situations ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme de Dakar et du Programme d'action de Beijing dans le domaine de la paix ;
- Instaurer des liens d' étroite collaboration avec la CEA et l'OUA.

124. Le Comité a sollicité l'assistance de la CEA et de l'OUA pour être immédiatement opérationnel. Il a reçu du Fonds de la paix de l'OUA un don de 100 000 dollars et de la CEA des locaux et des équipements. La CEA a également offert de financer pendant six mois le traitement de la Coordinatrice par intérim du secrétariat.

125. Pour les deux prochaines années, les priorités du Comité sont de :

- mener une diplomatie préventive en effectuant des missions de paix ;
- collaborer avec d'autres organisations œuvrant pour la paix ;
- appuyer les initiatives nationales en faveur de la paix ;
- mener une analyse approfondie des causes des conflits dans plusieurs situation.

126. Le Comité a l'intention d'inviter d'autres institutions œuvrant pour la paix à demander le statut d'observateur auprès du Comité afin que le système d'alerte rapide de l'OUA puisse accéder facilement à l'information disponible.

127. Le besoin le plus pressant du Comité est la mobilisation de ressources suffisantes pour l'exécution de ses activités.

Marche Mondiale des femmes de l'an 2000

Ce point de l'ordre du jour a été présenté par Mme Awa Ouédraogo, membre du Comité de Coordination de la Marche Mondiale des Femmes.

128. L'idée de marcher au niveau mondial pour revendiquer que cessent la pauvreté et les violences faites aux femmes est née de l'expérience des féministes du Québec qui ont marché en juin 1995 sur 200 km pendant 10 jours pour faire 9 revendications d'ordre économique adressées au Gouvernement du Québec.

129. Les objectifs poursuivis par la Marche mondiale sont de :

- a) promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme ;

- b) stimuler un vaste mouvement des groupes de femmes à la base, de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde ;
- c) dénoncer le patriarcat, le capitalisme dans sa forme néolibérale actuelle et apporter des alternatives fondées sur l'égalité et la justice.

130. La Marche est pacifique du début à la fin et les femmes s'engagent à valoriser la diversité de leur mouvement.

131. Le scénario se réaliserait en trois phases :

- une action nationale à la discrétion de chaque pays ;
- une action régionale au choix de chaque continent ;
- une action internationale à New York ;

132. Les pays membres ont le libre choix de la date nationale de la manifestation. La Marche africaine devrait précéder la date butoir du 15 octobre 2000 et sa réussite est fonction du succès des actions nationales.

133. Les participants ont souligné que l'idée de la Marche est perçue avant tout comme une action mobilisatrice des femmes en leur qualité unique de femme. Ils ont lancé un appel à la mobilisation responsable pour le succès du projet.

Points à soumettre à l'attention du Président du Burkina Faso, Président en exercice de l'OUA (point 11 de l'ordre du jour)

134. Ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion afin d'identifier les préoccupations sur lesquelles le Comité souhaite attirer l'attention des chefs d'Etats Africains, au prochain Sommet de l'OUA.

135. La Directrice du CAF, après avoir expliqué la nature des recommandations que le Comité devrait formuler, a recueilli dans un premier temps les idées des participants et ensuite suggéré la mise en place d'un groupe de travail pour approfondir la question.

136. A l'issue de la présentation du rapport du groupe, les membres du Comité ont adopté les recommandations ci-après :

1) Femmes et politique

- Recommander qu'un quota de places soit réservé aux femmes au sein du gouvernement, des parlements, des partis, du conseil économique et social et des conseils municipaux des pays membres de l'OUA ;
- Demander que soit institué le suivi de cette mesure et qu'un compte rendu en soit fait au Sommet des chefs d'Etat en 2005.

2) Femmes, lois ou droits des femmes

- Elaborer des lois en conformité avec les conventions internationales de protection et de promotion de la femme lorsqu'un vide juridique existe ;
- Faire ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- Harmoniser les lois nationales en vigueur avec les conventions internationales des droits de femme, ratifiées par les Etats plus particulièrement celles relatives à la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes après avoir levé toutes les réserves, au plus tard en 2005 ;
- Faciliter la mise en place de mécanismes nationaux de protection des droits des femmes.

3) Femmes dans les mécanismes de l'OUA

- Faire participer les femmes aux rencontres de l'OUA en incluant au moins une femme dans chaque délégation nationale ;
- Nommer des femmes aux postes de décision du Secrétariat général de l'OUA selon le système des quotas ;
- Rattacher l'Unité chargée des questions de la femme au bureau du Secrétaire général de l'OUA

4) Genre et développement dans les politiques nationales et internationales

- Encourager la formation des dirigeants nationaux à l'approche "genre" ;
- Créer un poste de conseiller "genre et développement" auprès des chefs d'Etat ;

5) Communication entre chefs d'Etat et société civile

- Mettre en place un cadre de concertation direct et permanent entre les chefs d'Etats et les femmes.

6) Statut des départements nationaux responsables de la promotion des femmes

- Renforcer le statut et les capacités humaines et financières des départements chargés de la promotion des femmes et leur donner les moyens d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing ;
- Prévoir dans les budgets de chaque département, la part qui revient au volet relatif à la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing.

7) Femmes et économie

- Mettre en place des fonds spéciaux pour faciliter l'accès des femmes rurales et urbaines au crédit ;
- Veiller à ce que la lutte contre la pandémie du SIDA soit l'une des premières priorités des gouvernements.

- Accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing afin qu'au bilan global de l'an 2005, l'Afrique présente une image plus positive ;

Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

137. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Examen et adoption du projet de rapport (point 13 de l'ordre du jour)

138. A la fin de leurs travaux, les experts du Comité "femmes et développement" ont adopté le rapport général sous réserve des amendements proposés.